

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
BP 199
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 23/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RAMERY ENVIRONNEMENT

Parc d'Entreprises La Motte du Bois
62440 HARNES

Code AIOT : 0007004522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement, RAMERY ENVIRONNEMENT, implanté Rue de la sucrerie, Pont d'Ardres, 62610 ARDRES. L'inspection a été annoncée le 24/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2022.

Elle a porté sur l'arrêt de l'activité ISDI du site et sur la dérogation espèce protégée qui est associée à cette activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAMERY ENVIRONNEMENT
- Rue de la sucrerie Pont d'Ardres 62610 ARDRES
- Code AIOT : 0007004522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société RAMERY ENVIRONNEMENT est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 21 mars 2018.

L'établissement se situe sur la commune de ARDRES, sur le site de l'ancienne sucrerie exploitée par la société TEREOS.

Les activités relevant du régime de l'autorisation correspondent aux rubriques :

- 2260-a : broyage et criblage de bois naturel (non déchet) et de végétaux à l'aide d'un broyeur mobile d'une puissance maximale de 990 kW,
- 2515-1.a : concassage et criblage de déchets non dangereux inertes à l'aide d'équipements d'une puissance totale maximale de 990 kW,
- 2714-1 : transit, regroupement et tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, bois dans les limites de 9 696 m³ de déchets non triés en vrac, 180 m³ de papier/carton, 1 590 m³ de plastique, 100 m³ de pneumatiques et 6 000 m³ de bois traité ou non (non dangereux),
- 2716-1 : transit, regroupement et tri de déchets non dangereux non inertes constitués de déchets industriels non dangereux, d'encombrants, de déchets du BTP en mélange dans les limites de 6 360 m³ de déchets non dangereux non inertes en mélange, 1 875 m³ de plâtre et 900 m³ de déchets verts,
- 2791-1 : broyage de bois non dangereux dans la limite de 60 t/h et 320 t/j.

Une activité relève du régime de l'enregistrement selon la rubrique :

- 2760-3 : installation de stockage de déchets inertes (ISDI) autorisée pour 770 000 t sur 15 ans,

Deux activités relèvent du régime de la déclaration selon les rubriques :

- 2713 -2 : transit, regroupement ou tri de métaux sur une surface inférieure à 1 000 m²,
- 1532-3 : stockage de bois répondant à la définition de la biomasse donnée à la rubrique 2910-A dans la limite de 6 000 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- remise en état du site de l'ISDI suite à l'arrêt de l'activité,
- dérogation espèce protégée associée à l'ISDI.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 1.6.6	/	Sans objet
2	Couverture finale - Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 9.1.3	/	Sans objet
3	Dérogation espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas donné lieu à l'identification d'écart majeur.

Il est pris acte de la cessation de l'activité d'ISDI. La rubrique 2760-3 en enregistrement, ainsi que les prescriptions correspondantes à cette activité seront retirées de l'arrêté préfectoral d'autorisation lors d'une prochaine mise à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 1.6.6
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration de cessation et mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.</p> <p>Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.</p> <p>La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;- des interdictions ou limitations d'accès au site ;- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <p>En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article, aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du livre V du titre I du chapitre II du code de l'environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.</p>
Constats : <p>Début janvier 2022, la société RAMERY ENVIRONNEMENT a informé la DREAL de son intention de stopper l'activité ISDI de son site de ARDRES.</p> <p>La cessation d'activité a été confirmée par la transmission d'un rapport à connaissance à l'attention de Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais par courrier en date du 25 février 2022.</p> <p>Le dossier présente le bilan de l'activité de l'ISDI, décrit les opérations de remise en état du site et l'impact de l'exploitation par rapport aux prescriptions de la dérogation espèces protégées accordée par arrêté préfectoral du 9 février 2021.</p> <p>L'ISDI a été mise en service le 29 mars 2021 et avait fait l'objet, le même jour, d'une inspection de récolement sur le respect des prescriptions de l'autorisation et la mise en œuvre de la dérogation espèces protégées.</p> <p>RAMERY ENVIRONNEMENT a rapidement décidé de stopper l'activité suite aux faibles coûts de stockage des matériaux inertes dans la zone d'implantation, aux faibles tonnages à capter et aux frais conséquents de mise en œuvre du plan de gestion associé à la dérogation.</p> <p>Ainsi, il n'a été stocké que 514 t de déchets sur 320 m², pour une autorisation portant sur 770 000 t sur 85 723 m².</p> <p>L'usage futur prévu à l'article 1.6.6 de l'arrêté préfectoral « usage industriel » correspond à la zone de tri située de l'autre côté du canal. Après exploitation de l'ISDI, la dérogation espèces protégées</p>

<p>demande, en mesure Ac01, la reconstitution d'une prairie naturelle non nécessairement semée.</p> <p>Le terrain reste la propriété de RAMERY ENVIRONNEMENT qui ne prévoit pas d'autre usage pour l'instant. Les déchets ont été couverts et le terrain restera à l'état de prairie sans semis.</p> <p>La couverture finale de l'ISDI et l'impact sur la dérogation sont décrits dans les points de contrôle suivants. Concernant la mise en sécurité du site, il a été constaté lors de l'inspection que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le portail et la clôture sont maintenus en place, - les panneaux concernant l'activité d'ISDI ont été retirés, - la benne de tri, les extincteurs, la caméra de surveillance ne sont plus sur site, - il n'y a pas de déchets apparents, de produits dangereux ou d'éléments susceptibles d'entraîner un risque d'incendie ou d'explosion, - le site a été mis dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Couverture finale - Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 9.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement final
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une couverture finale composée de 0,5 m de terre végétale est mise en place à la fin de l'exploitation. Son modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.</p> <p>Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu à savoir zone prairiale sans semis.</p> <p>L'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager.</p> <p>La hauteur finale de l'ISDI sera de 7 mètres (altitude 8,5 NGF).</p>
<p>Constats :</p> <p>La quantité de déchets inertes stockée est très faible par rapport à ce qui était prévu pour la phase 1 de l'ISDI : 514 t sur 320 m² (16 m sur 20 m) pour 154 700 t sur 14 000 m² dans une première phase s'arrêtant en bordure du watergang Carton.</p> <p>Les déchets ont été regroupés de façon à former un tas compact d'environ 2 m de haut, au sommet sans contre-pente susceptible de laisser l'eau stagner. Le tas a été recouvert de 0,5 m de terre arable et n'a pas été ensemencé.</p> <p>La hauteur du réaménagement est très inférieure à la hauteur de 7 m initialement prévue qui correspond à la hauteur de la digue du bassin d'eau voisin (ancien bassin de la sucrerie).</p> <p>En dehors du tas aménagé, le restant de la parcelle n'a pas été exploité et constitue une prairie naturelle.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dérogation espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de la dérogation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5-1 - Mesures d'évitement</p> <p>- Mesure At01...</p> <p>5-2 - Mesures de réduction</p> <p>- Mesures At02 à At05....</p> <p>5-3 - Mesures de compensation</p> <p>- Mesures Co01 à Co03....</p> <p>5-4 - Mesures d'accompagnement</p> <p>- Mesures Ac00, Ac01, Ac02 et Ac05.....</p> <p>5-5 - Mesures de suivi</p> <p>- Mesures Ac03 et Ac04.....</p> <p>Article 7- Durée de validité</p> <p>La présente dérogation est accordée jusqu'au 31 décembre 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un bilan complet des différentes mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi associées à la dérogation a été effectué lors de l'inspection du 29 mars 2021 (cf rapport du 27/04/21).</p> <p>RAMERY ENVIRONNEMENT a établi un bilan mis à jour dans le porter à connaissance concernant la cessation d'activité de l'ISDI.</p> <p>Lors de la visite, l'inspecteur en charge du site s'est rendu au niveau du bassin nord-ouest attenante à l'ISDI (zone de stationnement de l'avifaune), de la digue entre le bassin et l'ISDI, du watergang Carton qui délimite la phase 1 de l'ISDI et des deux mares restaurées pour accueillir les amphibiens.</p> <p>Il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitation de l'ISDI n'a pas eu d'impact sur le bassin adjacent et les oiseaux y séjournant, - la clôture située en haut de la digue était toujours présente et doublée d'une haie, - le watergang Carton délimitant la première phase d'exploitation de l'ISDI n'était pas endommagé. RAMERY ENVIRONNEMENT était en contact avec le service des watergangs pour le déplacer, mais suite à l'arrêt de l'exploitation, cette action est abandonnée,

- les deux mares destinées à accueillir les amphibiens déplacés sont en bon état et entretenues.

Dans le dossier de cessation d'activité, l'exploitant s'est engagé à poursuivre certaines actions prescrites par la dérogation : maintien en eau et entretien des mares et entretien de la végétation.

L'exploitation très restreinte de l'ISDI a eu un impact très faible sur le milieu.

Il est à noter que la dérogation a une durée limitée et qu'elle n'est plus valide à compter du 31 décembre 2023. Dans l'état, il ne semble pas nécessaire de la renouveler, car le terrain est à l'écart de toute activité humaine et qu'il n'y a plus d'atteintes à l'habitat des crapauds communs et des oiseaux protégés qui avaient rendu nécessaire son instruction, ainsi qu'à la pousse des Ophrys abeille.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet